

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1924)

Heft: 171

Artikel: "Fideilio" Zürich in London

Autor: A.R.F.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-692621>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Politique Economique du Royaume-Uni A Travers L'Histoire.

Par HENRI MARTIN.

(Continued.)

Le Gouvernement fit passer à la Chambre le "Trade Disputes Act," qui protégeait les Syndicats contre le recouvrement de dommages, de nature non-criminelle, qui avaient eu pour cause des différends industriels et les "postes de grève." C'est cette année-là que Mr. Asquith, Chancelier de l'Echiquier, introduisit son premier Budget, qui prévoyait une réduction de droits sur le tabac, le sucre, le thé, et l'abrogation de la taxe d'exportation sur le charbon. L'impôt sur le revenu était maintenu à 1%, par Livre Sterling. Le commerce du pays se trouvait dans un état florissant; les importations se composaient surtout de matières premières et de denrées alimentaires et les exportations d'articles manufacturés.

La question de la préférence fiscale en faveur des Dominions revint sur le tapis et l'on peut dire qu'elle y reviendra souvent encore tant qu'existera l'Empire. Mr. Bonar Law considérait un droit préférentiel sur le blé comme de nature à favoriser les exportations britanniques au Canada. Mr. Lloyd George estimait au contraire que cette mesure nuirait aux exportations britanniques à destination des Etats-Unis, de l'Argentine et de la Russie, d'où l'Angleterre tirait les trois quarts de ses céréales.

Une nouvelle Conférence des Premiers Ministres des Dominions eut lieu en avril 1907 sous la présidence de Lord Elgin. Il fut décidé que les intérêts communs des Dominions et de la Métropole seraient dorénavant examinés ensemble, et la Conférence abandonna le nom de "Colonial Conference" pour prendre celui de "Imperial Conference." Tous les Premiers Ministres se prononcèrent en faveur des tarifs préférentiels. Le Chancelier de l'Echiquier répondit que la nation avait décidé peu de temps auparavant que la ligne de conduite conforme à ses intérêts devait être le Free Trade. La seule préférence qui pourrait avoir un résultat pratique serait celle sur les matières premières et les produits alimentaires, ce qui n'était pas dans l'intérêt de l'Angleterre. Le meilleur moyen de développer les échanges commerciaux entre les Membres de l'Empire était de laisser à chacun d'eux sa liberté d'action.

En mai 1907, Mr. Winston Churchill, Sous-Secrétaire aux Colonies, déclara à Edimbourg que le Gouvernement avait "banged, bolted and barred the door against Imperial taxation of food." Un vote de blame "déplorant que le Gouvernement n'ait pas donné suite au désir des Premiers Ministres des Dominions de voir le commerce de l'Empire se consolider par des droits préférentiels" fut repoussé à la Chambre des Communes à une grande majorité. En octobre de la même année (Mr. Asquith était devenu Premier Ministre), un groupe influent du Parti Unioniste proposa au Parlement le service militaire obligatoire, un système de droits préférentiels pour les Dominions, et l'imposition de droits de douane modérés sur les importations. Cette proposition ne fut pas acceptée. En 1909, Mr. Lloyd George introduisit à la Chambre son fameux Budget, qui prévoyait un impôt sur les autos et la benzine, l'établissement d'un super-income tax, une augmentation des droits de succession, un droit sur le timbre, sur la propriété foncière, etc. Ce Budget fut attaqué avec violence, mais les Communes le votèrent, tandis que la Chambre des Lords le rejeta par 350 voix contre 75. Cependant, avec le bon sens qui caractérise l'Angleterre, les entreprises commerciales qui auraient été affectées par les nouveaux droits, si le Budget avait passé, payèrent ces droits sous réserve. Le refus des Lords précipita une nouvelle élection générale et le Budget en suspens fut voté en 1910.

Toute cette période, jusqu'à la Grande Guerre de 1914, est pleine de ce que l'on appelle ici le "Labour Unrest," c'est-à-dire de fermentation ouvrière. L'histoire de ces grèves continues, qui constituent une charge si considérable sur l'industrie, remplirait des volumes. Elles affectaient les transports maritimes, les employés de chemins de fer, les dockers, les mineurs, les chauffeurs de taxis, les ouvriers agricoles, les peintres-décorateurs, les mécaniciens, les boulangers, les potiers, les conducteurs d'omnibus, les filateurs, les maçons, etc., etc. — Ces mouvements ouvriers avaient pour cause une aggravation de la concurrence mondiale qui, elle, avait pour résultat une concentration de capitaux destinée à réduire le coût de la production. Les petites entreprises individuelles de jadis s'amalgamaient ou étaient absorbées par d'autre; dans ces vastes combinaisons d'industriels, l'ouvrier était obligé de se spécialiser, il n'avait plus de lien avec ses patrons, et n'était plus qu'un numéro sans identité. Cette disparition forcée du petit employeur donnait dès lors à l'ouvrier le sentiment qu'il travaillait uniquement pour l'actionnaire inconnu." C'est de 1909 que date la Loi sur l'organisation des "Labour Exchanges," destinés à obvier au chômage dans la mesure du possible. Cette Loi avait été précédée par un "Old Age Pensions Act" et un "Coal Mines Eight Hours Act." Lloyd George fit passer en 1911 le "National Insurance Act," qui introduisit pour les employés l'assurance obligatoire, avec une contribution de l'employeur,

de l'employé et de l'Etat. Si l'on suit de près l'histoire parlementaire des quelques années qui ont précédé la guerre, on y trouve toute une série de propositions du Labour Party, impatient de nationaliser la propriété foncière, les mines et les chemins de fer, et d'assurer le maximum de puissance aux Syndicats ouvriers.

En 1912, le Board of Trade publia un Rapport sur la "Labour Co-Partnership" et la participation des ouvriers aux bénéfices. Ce système, qui avait été inauguré en petit en 1883, n'a jamais joué en Grande-Bretagne de l'appui du Parti Ouvrier, qui y voit et estime que le système ne peut réussir que dans les branches de production où règne une consommation à peu près régulière, comme dans les usines à gaz. En outre, les Trade Unions sont d'avis que le système nuit au règlement des conflits par le "Collective Bargaining."

Le Parti Unioniste tourna de nouveau les yeux vers la "Tariff Reform," dans laquelle il croyait trouver un remède pour lutter contre le mécontentement dans le monde ouvrier. Richard Cobden avait dit que le monde nourrissait la Grande-Bretagne et que celle-ci fournissait le monde entier en produits manufacturés. Mais la situation avait changé. Un groupe unioniste alla même jusqu'à proposer carrément l'adoption du plan de réforme dont Joseph Chamberlain avait été l'auteur en 1901. Son fils, Mr. Austin Chamberlain, présenta en 1911 une motion, pour exprimer son regret de constater que le Gouvernement persistait à refuser la modification du régime fiscal du Royaume, refus qui privait la nation de l'arme la plus effective pour forcer les pays étrangers à traiter de façon convenable les fabricants anglais. Bonar Law (1912), Leader du Parti Unioniste, proposa un droit sur le blé et autres produits alimentaires. La pénétration allemande dans le sud-est de l'Europe, l'Asie Mineure et la Mésopotamie, dans l'Inde et en Extrême-Orient, causaient en Angleterre une vive inquiétude. Mais les esprits étaient alors dominés par la question du "Home Rule" pour l'Irlande, et c'est alors que vint la Guerre.

L'histoire économique du Royaume-Uni à partir de 1914 est encore dans toutes les mémoires mais, comme elle est particulièrement compliquée, nous nous voyons forcés d'en tracer une esquisse. Il va sans dire que devant le danger couru par la nation, les mesures de blocus, les difficultés de ravitaillage et les énormes besoins de formidables armées firent subir à la vie économique du pays des transformations profondes dont les traces ne se sont point encore effacées aujourd'hui. Ce que nous avons tenu à déterminer dans les pages qui précèdent, c'est le travail de libération progressive du Protectionnisme, qui conduisit au libre-échange le plus pur tel qu'il existait encore à la fin du siècle dernier. Nous avons été ainsi amené à examiner les causes de la réaction qui s'est fait sentir du début du vingtième siècle jusqu'à la Guerre. Et nous retrouverons, dans la période d'après-guerre, les mêmes discussions pour les mêmes motifs, les mêmes arguments, et les mêmes palliatifs. En d'autres mots, chaque crise économique a eu pour résultat une Commission d'enquête arrachée au Gouvernement, suivie de clamours protectionnistes de la part des industries affectées, le tout agrémenté de débats parlementaires sur le protectionnisme et le libre-échange.

La première disposition importante de nature économique de la période de guerre est en août 1915, l'imposition d'un droit de douane de 33 1/3% dit "New Duties," présenté à la Chambre par le Chancelier de l'Echiquier McKenna, sur les automobiles et parties détachées (sauf les pneumatiques), les instruments de musique (sauf les musiques à bouche), l'horlogerie et la pendulerie, y compris les fournitures et enfin les films cinématographiques. Ce droit avait pour triple but: a) de protéger le tonnage, tout entier nécessaire à l'alimentation du pays et aux buts de guerre, b) de réduire l'exportation des capitaux, c) de créer un revenu à l'Etat. D'année en année, la Loi de Finance maintint ces droits qui, selon la promesse faite par le Gouvernement lors de leur introduction, ne devaient être que provisoires et ne dépasser en aucun cas la durée de la guerre. Quand vint la Paix, et que la période de floraison économique qui suit chaque guerre céda la place au marasme intense qui sévit encore aujourd'hui, les libres-échangistes (libéraux et socialistes) réclamèrent à grands cris la suppression des droits McKenna. Bien qu'il y eût alors pléthora de tonnage, le Gouvernement répondit que l'Etat avait besoin de ce revenu (2½ millions de Livres) et que l'abrogation du droit livrerait les industries intéressées à la concurrence étrangère. Ce n'est que récemment, dans son Budget de fin avril 1924, que le Chancelier de l'Echiquier actuel, Mr. Phillip Snowden, supprima les droits McKenna en accordant un délai de grâce jusqu'à fin Juillet, afin que les industries visées aient le temps de prendre les mesures de réadaptation nécessaires. A notre avis, ce délai est plutôt nuisible qu'utille, car, en fait, dès que le public sait qu'un droit va être supprimé, il s'abstient d'acheter et l'industrie dont il s'agit demeure absolument paralysée. Socialiste épis de théories libré-échangistes sans mélange, Mr. Snowden répondit à toutes les attaques qu'il ne voyait aucune raison pour protéger deux ou trois industries spéciales aux dépens des consommateurs et des industries laissées à elles-

mêmes. Les campagnes de presse les plus violentes, les démarches les plus insistantes des cercles intéressés et des parlementaires protectionnistes échouèrent devant la détermination du Chancelier. Si bien qu'aujourd'hui, à l'heure où nous écrivons, les droits McKenna n'existent plus. Et déjà, une hausse simultanée dans les prix d'exportation de l'horlogerie suisse, bien que dus en fait à la création d'une Fédération de producteurs en vue de l'établissement de prix n'impliquant plus une perte, fait dire, à tort du reste, à certaine presse que c'est le fabricant étranger et non le consommateur anglais qui profite de la suppression du droit.

Une autre mesure, très importante, pour le commerce, fut le "Dyestuffs Importation Regulation Act" en vigueur depuis le 15 janvier 1921, et prévu pour une durée de dix ans. Il avait été constaté que l'absence des colorants allemands avait considérablement gêné les industries textiles du Lancashire, et le Gouvernement avait pris des mesures pour développer la fabrication des colorants dans le pays même. Selon la loi, l'importation doit être précédée de l'obtention d'une licence, qui est loin d'être toujours accordée. Pendant les débats parlementaires, les services éminents rendus aux industries textiles anglaises par les fabricants suisses de colorants furent, à maintes reprises, rappelés à la Chambre des Communes. On nous affirme que naguère les colorants étrangers constituaient le 90% de toute l'importation anglaise alors qu'aujourd'hui le 80% de la consommation provient de source britannique.

(To be continued.)

'FIDELIO' ZURICH, IN LONDON.

One evening last week, on reaching home, I asked the girls: "Would you like to go to a Swiss Concert?"

"Rati-or," said Girlie; "is it anything special?"

"Yes, the Champion Swiss Yodller will be there. Do you know what 'yodelling' is?"

"Some kind of dancing, isn't it?"

"Bless me, no! Your education is a bit defective. We must have this rectified as soon as possible."

"What is 'yodelling' then?"

"Why, 'yodelling' is a—er—what-you-may-call-it—a kind of—er—musical call; used on the Swiss mountains, you know." (I make a mental note to look up what the "Encyclopaedia Britannica" has to say about 'yodelling'.) "That's settled, then! Next Tuesday evening."

On Tuesday evening, the 7th inst., accordingly we passed out of the dull, damp, dreary, dismal, depressing atmosphere of Wigmore Street into the warmth and brightness of Steinway Hall and joined the cheerful throng there assembled and obviously looking forward to an enjoyable time. We were not disappointed.

Here let me get off my chest my one small grumble (which the printer may put in his very smallest type, if he likes). Firstly: The proceedings did not commence promptly at the advertised time. Secondly: There was no programme giving the words of the songs; to one who is not a native Swiss this is a *desideratum*, and if an English translation were also given, so much the better.

The singing was quite entrancing. Every item was received with rapt attention and was succeeded by rapturous and sustained applause. There were several recalls, which were acceded to with great good-nature. The choir seemed to delight in singing as much as the audience did in listening to them.

After the first selection I said to Miss Jones: "Fine, isn't it?"

"Yes," says she, "but I haven't been able to take my eyes off the Conductor!"

Speaking of the Conductor, the girls were full of praise for his style and method and noted with approval his sensible and common-sense position at the end of the row, instead of (as is usual) in the centre, obstructing the view.

The yodelling (which we specially came to hear) was, because of its novelty, marvellous, astounding, thrilling and absolutely delightful. Those fierce bits, that nearly startle you out of your wits, are *great!*

Naturally, a concert of this sort makes its most powerful appeal to the hearts and patriotic sentiments of those who are, for the time being, at least, exiles from their native land (on this occasion, however, they certainly looked quite a prosperous and happy band of exiles).

The humorous songs greatly tickled the risible faculties of the audience. One line in one of these songs convulsed the house; I only caught the first two words: "Die Jungfrau . . ." — and now I won't be happy till I know what the said virgin was up to!

The evening was gone all too soon, as pleasant evenings are apt to do.

Nancy Pretty was yodelling most of the way home, and on arrival treated us to quite a passable exposition of what might be regarded as a rudimentary attempt.

"It was well worth going to, anyway," said Girlie.

And so say all of us.

A. R. F.